

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 19 au 25 mars 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....	2
Fait marquant : le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5,25%.....	2
En bref	2
Actualités macroéconomiques.....	3
CONJONCTURE	3
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	4
Actualités commerce & investissement	4
COMMERCE.....	4
INVESTISSEMENT	4
Actualités financières.....	5
REGULATION FINANCIERE.....	5

Le chiffre de la semaine

Le déficit public britannique s'établit à 8,4 Md£ au mois de février 2024. Les recettes ont atteint 94,8 Md£, tandis que les dépenses ont été de 103,2 Md£. Février 2024 est le quatrième mois consécutif pour lequel le déficit décroît en glissement annuel (11,8 Md£ en février 2023).

LE CHIFFRE À RETENIR

-8,4Md£

Fait marquant : le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5,25%

Le 21 mars dernier, le taux directeur de la Banque d'Angleterre a été [maintenu](#) à 5,25% pour la cinquième fois consécutive. Pour atteindre la cible de 2% d'inflation, le Comité de politique monétaire (CPM) considère que la politique doit encore rester restrictive, le temps de dissiper les risques d'une inflation plus forte.

La décision du CPM a été prise en considérant le constat suivant. D'abord, l'activité économique reprendrait en 2024. Ensuite, le marché du travail reste tendu malgré quelques signes de relâchements. Enfin, les prévisions d'inflation sont pour l'instant légèrement plus faibles que prévu. L'inflation devrait retrouver sa cible au second trimestre 2024, à un niveau inférieur à celui prévu du fait du gel de la taxe carburant, avant de remonter à 2,75% au dernier trimestre 2024 du fait d'un effet de base des prix de l'énergie sur l'indice des prix. Ainsi, huit membres du CPM ont voté pour un maintien du taux à 5,25%, tandis que le dernier membre a voté pour une baisse de 25 pb.

En bref

Le Trésor ouvre la [consultation](#) portant sur les modalités d'introduction d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Le Protocole d'accès au Partenariat transpacifique ([CPTPP](#)), signé par l'exécutif en juillet dernier, a reçu le sceau royal.

Les [négociations](#) entre le Conseil de coopération du Golfe et le Royaume-Uni en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange progresseraient significativement, laissant entrevoir la

possibilité d'une signature avant les élections britanniques.

Le nouveau [Parlement](#) d'Irlande du Nord bloque l'application automatique d'un règlement européen relatif aux indications géographiques protégées, faute de soutien intercommunautaire.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

En février 2024, les prix à la consommation ont augmenté de 0,6% sur le mois et de 3,4% en glissement annuel. En comparaison avec les chiffres du mois précédent, l'inflation annuelle poursuit sa trajectoire décroissante (4,0% en janvier), surtout

L'indice PMI s'établit à 52,9 pour le mois de mars, témoignant d'une amélioration de l'activité. Si l'indice est en très légère baisse par rapport à février (53,0), il n'en demeure pas moins qu'il reste supérieur à la valeur cruciale de 50, et augure ainsi d'une croissance

L'indice de confiance des consommateurs de GfK s'est maintenu à -21 au mois de mars, contrairement à la valeur attendue (-18). Si l'indice est bien en dessous de sa valeur moyenne sur la période 2015-2019 (-6), et qu'il n'a pas augmenté par rapport aux mois précédents (-18 en janvier, -21 en février), le sous-indice de confiance lié aux finances personnelles des sondés atteint son maximum depuis 2021 (+2). En revanche, la perception des douze

Politique budgétaire

Selon l'ONS, l'emprunt public net (ou déficit) pour le mois de février, à hauteur de 8,4 Md£, est supérieur à la valeur attendue. Bien que très inférieur au niveau d'emprunt du mois de février 2023 (11,8 Md£), l'emprunt public net en février 2024 était prévu à 6,0 Md£. Pour les onze premiers mois de l'année

La dette publique (hors Banque d'Angleterre) atteint 2 659,4 Md£ à la fin du mois de février 2024, soit 88,5% du PIB. La dette nette totale est égale à

du fait d'un effet de base négatif (-1,1pt). L'inflation sous-jacente est estimée à 4,5% (après 5,1%) contre -13,2% (après -14,9%) pour l'énergie et enfin 6,7% (après 8,3%) pour l'alimentation, l'alcool et le tabac.

de la production du secteur privé. Un indice au-dessus de 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une diminution. Ce mois-ci, la hausse de l'indice est surtout tirée par les services.

derniers mois de la situation économique du pays s'est dégradée. L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés et le comportement d'achats des sondés. Un indice négatif indique donc, à la fois, un pessimisme et une situation économique dégradée des consommateurs.

fiscale 2023-24, le déficit s'établit à 106,8 Md£, soit 4,6 Md£ de moins que l'an dernier à la même période. Ce mois-ci, l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) avait prévu le déficit pour l'année entière à hauteur de 114,1 Md£.

97,1% du PIB, soit 2,3pp au-dessus du niveau de février 2023, car la dette nominale a cru plus vite que le PIB nominal.

Politique monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a [maintenu](#) son taux directeur à 5,25%. Dans l'attente

de signes persistants de réduction de l'inflation, la politique monétaire demeure restrictive.

Actualités commerce & investissement

Commerce

L'Uruguay et le Royaume-Uni ont tenu leur [deuxième Dialogue pour le commerce](#). Destinée à renforcer la coopération bilatérale en matière de commerce et d'investissement, cette réunion a notamment été marquée par des avancées notables en matière de protection de la propriété intellectuelle, particulièrement dans le secteur

de la santé. Les deux parties ont ainsi signé un Protocole d'accord (MoU) sur le mécanisme accéléré de demande de brevet ("*Patent Prosecution Highway*"). Dans le sillage de cet engagement, l'entreprise GSK a annoncé l'ouverture en Uruguay d'un nouveau centre régional de distribution de vaccins.

Le secrétaire d'État pour le Commerce, Greg Hands, a rendu compte au Parlement des avancées du quatrième cycle de négociation de l'accord de libre-échange avec la [Suisse](#). Le secrétaire d'État a rappelé l'engagement des deux parties en vue de la signature d'un texte

moderne, qui couvrira, entres autres, les services et l'investissement, la mobilité, le digital et la protection de l'environnement. Il a également annoncé la clôture provisoire du chapitre sur les petites et moyennes entreprises.

L'Office pour le marché intérieur (*Office for the Internal Market*) a publié son second [rapport](#) annuel. Bien que le rapport ne fasse pas état de changement substantiel dans le fonctionnement du marché intérieur britannique sur la dernière année, il note toutefois la multiplication des propositions de changements réglementaires divergents entre les 4 Nations dans le secteur

agroalimentaire. Le document souligne par ailleurs que les gros opérateurs sont davantage susceptibles de s'adapter aux exigences locales, variant selon le lieu de commercialisation, allant ainsi au-delà des principes généraux d'accès au marché qui leur permettent pourtant de se prévaloir sur l'ensemble du territoire des règles en vigueur dans leur nation d'origine.

Investissement

Le Royaume-Uni [précise](#) les conditions attachées à l'acquisition de *Ligeance*

Aerospace Technology Co. Ltd par Sichuan Development Holding Co. Ltd, en vertu du mécanisme de contrôle des investissements entrants. Pour rappel, cette opération de rachat avait été autorisée par les autorités britanniques en octobre 2022, moyennant le respect de plusieurs conditions jugées nécessaires à la protection de la sécurité nationale en raison du

caractère sensible de l'entreprise aérospatiale. Le vice Premier-ministre a ainsi récemment annoncé avoir apporté des précisions et des clarifications à ces dispositions, sans apporter davantage de précision. Il s'agit de la quatrième fois qu'une variation d'une décision de contrôle des investissements entrants est prononcée depuis l'entrée en vigueur du régime en janvier 2022.

Actualités financières

Régulation financière

Le Trésor britannique (HMT) publie le contenu de la prochaine phase de son agenda réglementaire portant sur les services financiers (*smarter regulatory framework*). Dans Le HMT précise le contenu de la troisième tranche des dossiers réglementaires hérités par le Royaume-Uni de son appartenance à l'UE, qui seront progressivement remplacées par des règles nationales. Cette troisième tranche porte notamment les directives AIFM et UCITS, la directive sur les services de paiements, la directive EMIR (en particulier ses titres III, IV et V) ou

encore la directive CRR. Le document mentionne également une revue des décisions d'équivalence (2018 et 2019) accordées par l'UE à des les juridictions tierces en matière de services et produits financiers, se réservant le droit de les amender, les supprimer ou les remplacer le cas échéant, afin de satisfaire aux nouvelles exigences du FSMA 2023. Celles-ci prévoient notamment que les régulateurs – superviseurs financiers (PRA et FCA) – s'assurent de la conformité des règles qu'ils rédigent aux décisions d'équivalence auxquelles le Royaume-Uni est partie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr